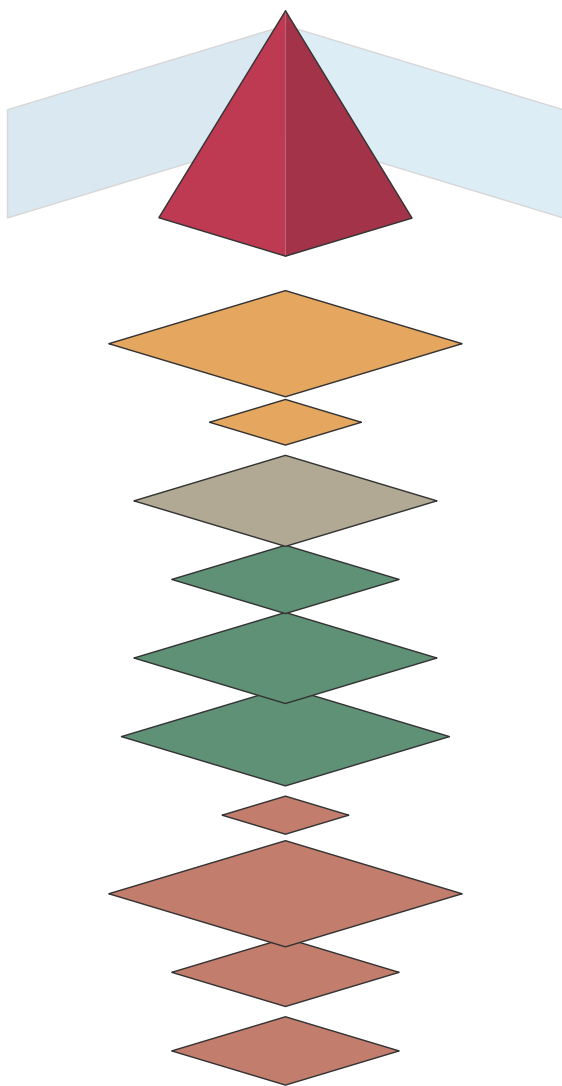


 **GUINÉE**



 **5,20**
SCORE DE CRIMINALITÉ

78^e sur 193 pays
27^e sur 54 pays africains
11^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

 **MARCHÉS CRIMINELS** **5,15**

TRAITE DES PERSONNES	7,00
TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS	3,00
TRAFIC D'ARMES	6,00
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE	4,50
CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE	6,00
CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS NON RENOUVELABLES	6,50
COMMERCE D'HÉROÏNE	2,50
COMMERCE DE COCAÏNE	7,00
COMMERCE DE CANNABIS	4,50
COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE	4,50

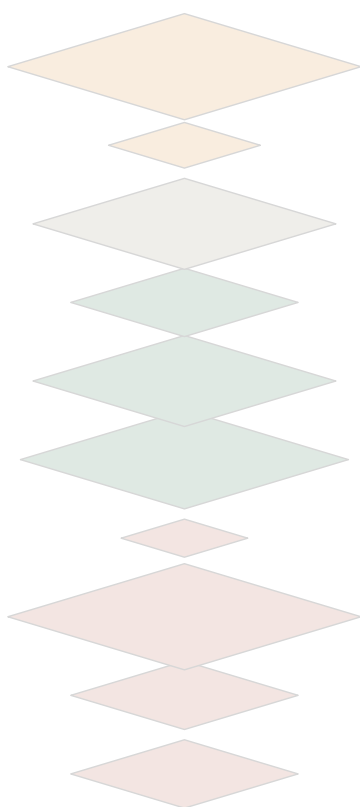
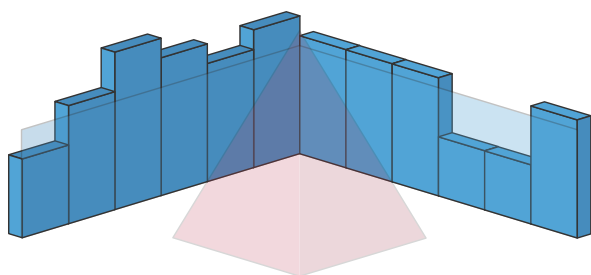
 **ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** **5,25**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX	1,00
RÉSEAUX CRIMINELS	5,00
ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT	8,00
ACTEURS ÉTRANGERS	7,00

 **2,83**
SCORE DE RÉSILIENCE

171^e sur 193 pays
42^e sur 54 pays africains
13^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

 **GUINÉE**



 **2,83**
SCORE DE RÉSILIENCE

171^e sur 193 pays
42^e sur 54 pays africains
13^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	2,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	3,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	4,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	3,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	3,00
FORCES DE L'ORDRE	3,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	3,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	3,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	3,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	1,50
PRÉVENTION	1,50
ACTEURS NON ÉTATIQUES	3,00

 **5,20**
SCORE DE CRIMINALITÉ

78^e sur 193 pays
27^e sur 54 pays africains
11^e sur 15 pays d'Afrique de l'Ouest

 MARCHÉS CRIMINELS	5,15
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	5,25

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Des femmes, des hommes et des enfants sont soumis au travail forcé et à l'exploitation sexuelle en Guinée, le pays étant un point d'origine, de transit et un marché de destination. Les femmes et les enfants restent les plus exposés au risque d'exploitation. Des parents livreraient même de leur plein gré leurs filles à des intermédiaires, qui les contraindraient ensuite au travail forcé et à l'exploitation sexuelle. Les principales destinations pour les victimes guinéennes de la traite sont le Moyen-Orient, l'Europe, les États-Unis ainsi que d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Les garçons sont également vulnérables à la traite. Ils sont, pour la plupart, forcés de mendier, de cirer des chaussures, de vendre dans les rues ou de travailler dans des mines de diamant et d'or, ainsi que dans les secteurs de la pêche, de l'élevage et dans des plantations. Les trafiquants enlèvent souvent les enfants à leurs parents en leur faisant croire qu'ils recevront une éducation appropriée, puis les soumettent au travail forcé ou à la mendicité dans les pays voisins, comme la Côte d'Ivoire. La prévalence du marché de la traite des personnes en Guinée devrait s'étendre davantage du fait des restrictions économiques imposées par la pandémie de COVID-19.

Un certain nombre de facteurs, dont la porosité des frontières, des infrastructures insuffisamment développées, la pauvreté généralisée et les problèmes sociaux qui en découlent ont fait de la Guinée un pays d'origine et une plaque tournante du trafic d'êtres humains. Le marché de la contrebande n'en demeure pas moins relativement peu développé au niveau national. Des études montrent que les passeurs des pays d'Afrique du Nord s'appuient sur de jeunes chômeurs de la région pour recruter des migrants dans leur communauté. Les intermédiaires fournissent souvent de faux documents pour permettre aux migrants de traverser les frontières, car le pays ne dispose pas d'un service d'état civil pleinement opérationnel et digitalisé. Des cas de faux mandats d'arrêt utilisés par des personnes passées en fraude en Europe pour motiver leur demande d'asile pour cause de persécution ou de discrimination ont également été répertoriés.

COMMERCE

La lutte contre le trafic d'armes à l'intérieur de la Guinée reste compliquée compte tenu des conflits politiques en cours dans le pays, de son instabilité, des conditions socio-économiques défavorables qui y prévalent et de sa mauvaise gouvernance. La région dans son ensemble souffre d'un manque de transparence et de contrôle des armes, qui finissent entre les mains de groupes criminels.

La prolifération des armes à l'intérieur du pays est favorisée par la production artisanale d'armes à l'échelle locale. La fabrication est principalement motivée par la demande locale, et les chasseurs guinéens sont les principaux clients. Les récents conflits en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone et au Libéria sont l'une des principales sources d'approvisionnement en armes légères et de petit calibre à destination de la Guinée.

ENVIRONNEMENT

Il est possible que des trafiquants présents en Guinée-Bissau opèrent également en Guinée dans la mesure où il existe un important trafic de palissandre en Guinée-Bissau voisine et où les forêts de Guinée et de Guinée-Bissau font partie du même écosystème. L'exploitation forestière illégale reste toutefois sous-déclarée en Guinée. Les activités illégales liées aux espèces sauvages prennent de multiples formes dans le pays. La Guinée a enregistré un important commerce illégal de produits et d'espèces animales réglementés par la CITES, notamment des oiseaux, des perroquets, des hippocampes et des grands singes, jusqu'à ce que des sanctions soient imposées en 2013. La Guinée est à la fois un pays d'origine et un marché de destination pour le trafic illégal d'or. Le marché fait vivre de nombreux acteurs, et les élites locales seraient impliquées. Les problématiques auxquelles est confrontée la Guinée dans le secteur de l'or et des diamants sont liées à la porosité des frontières, à un défaut d'officialisation de l'exploitation minière artisanale et à la corruption. La Guinée est signataire du Processus de Kimberley, mais seule une petite partie des diamants extraits dans le pays est concernée.

DROGUES

La Guinée se trouve le long d'un important axe de trafic de cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe. Les trafiquants expulsés de Guinée-Bissau après une opération d'infiltration en 2013 auraient déplacé leurs activités en Guinée, où ils bénéficient de la protection de personnalités de haut rang au sein de l'État. Les flux de cocaïne ayant augmenté dans la région au cours de ces deux dernières années, il y a tout lieu de penser que la Guinée joue toujours un rôle stratégique dans le transbordement de cocaïne. La Guinée est parallèlement un pays de transit pour le cannabis, et il existerait dans le pays un commerce transfrontalier avec la Guinée-Bissau. L'ampleur du trafic n'est cependant pas très importante, et aucune saisie record n'a été enregistrée récemment. Le trafic de drogues de synthèse est modéré en Guinée, bien qu'il existe des preuves de l'existence de laboratoires de production dans le pays, dont plusieurs ont des liens avec les plus hautes strates de l'État. Comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la consommation de médicaments sur ordonnance, y compris d'opioïdes de

synthèse comme le Tramadol, est importante. La Guinée est un pays de transit d'héroïne relativement mineur.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les organisations criminelles impliquées dans la traite des personnes en Guinée comptent dans leurs rangs des ressortissants africains. Les organisations latino-américaines de trafiquants de drogue ont également développé des liens étroits avec des facilitateurs ayant des relations politiques en Guinée. Le pays joue ainsi un rôle clé dans le commerce de stupéfiants en Afrique de l'Ouest, bien que ces substances soient rarement présentes de manière visible dans le pays. Il est important de noter que des groupes criminels asiatiques

ont infiltré le secteur minier en Guinée. Comme mentionné, le trafic de stupéfiants gangrène diverses institutions de l'État dans le pays dans le cadre d'une alliance complexe et rentable. Des fonctionnaires, en particulier des élus ainsi que des membres de l'opposition, sont ainsi directement impliqués dans le trafic de stupéfiants et le marché noir de l'extraction minière.

De vastes réseaux de traite des personnes ont été signalés entre la Guinée, le Sénégal et la Sierra Leone. Ces réseaux utilisent l'aéroport de Conakry pour transporter des victimes à des fins d'exploitation vers le Moyen-Orient. Les membres de ces réseaux non structurés sont souvent de diverses nationalités. Rares sont cependant les preuves permettant d'étayer l'existence de groupes de type mafieux en Guinée.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Rien ne permet de penser que les représentants du gouvernement guinéen ont placé le crime organisé en tête de leurs priorités. L'administration actuelle a toutefois pris des mesures pour faire basculer le pays vers l'autoritarisme, comme en témoignent le remplacement du président de la Commission électorale nationale indépendante et la destitution du président de la Cour constitutionnelle, ainsi que la fermeture d'organes de presse et les arrestations de dirigeants de l'opposition. Dans le même temps, la corruption persistante et la mauvaise gestion budgétaire demeurent des problèmes importants dans le pays. Les fonctionnaires qui se servent de leur statut pour obtenir un avantage financier peuvent le faire en toute impunité. Dans l'ensemble, le pays est très fragile et vulnérable aux conflits politiques.

À l'échelle internationale, la Guinée est partie à un certain nombre de traités internationaux relatifs au crime organisé. Le pays fait également partie d'une initiative régionale visant à lutter contre le trafic de stupéfiants et la criminalité organisée transnationale dans la région. Sur le plan interne, la Guinée ne s'est pas dotée de nombreuses lois relatives au crime organisé. Cependant, son Code pénal actuel prévoit la criminalisation de la traite des personnes et de la servitude pour dettes. Néanmoins, les peines minimales pour ces crimes ont été réduites et leur application est faible. La législation sur les drogues n'a pas évolué, peut-être en raison de l'influence que les trafiquants de drogue exercent sur les institutions de l'État dans le pays.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Au sein du système judiciaire, il n'existe pas d'unités spécialisées visant à lutter spécifiquement contre le crime organisé en Guinée. Si l'indépendance du système judiciaire est inscrite dans la constitution, les décisions n'en seraient pas moins souvent influencées par des pressions politiques ou des pots-de-vin. Outre la corruption, le système judiciaire souffre également d'un manque de transparence et de personnel. La Guinée compte un nombre significativement élevé de personnes en détention provisoire/garde à vue, témoignant d'une déficience de l'appareil législatif dans le traitement des affaires judiciaires. De plus, les centres de détention et les prisons du pays ne répondent pas aux normes internationales. De même, les forces de l'ordre sont jugées fragiles et corrompues. La police et les gendarmes ont tendance à ignorer les procédures légales et extorqueraient de l'argent aux citoyens. La corruption constitue également un obstacle majeur à l'efficacité de la police aux frontières, ce qui a un impact négatif sur l'intégrité territoriale du pays.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Malgré son ouverture au commerce mondial, le climat économique de la Guinée n'est pas favorable du fait d'un mécanisme d'investissement lourd, du manque de capacités des régulateurs et de la corruption. L'accès limité aux financements, le manque de facilitation du commerce et de la logistique ainsi que l'inflation et le manque de formation de la main-d'œuvre sont autant de freins au développement économique. Le manque d'efficacité des forces de l'ordre associé à une économie nationale largement basée sur l'utilisation d'espèces accroissent la vulnérabilité

au blanchiment d'argent. Bien que prévue par la loi, la cellule de renseignement financier du pays n'est pas encore opérationnelle. Un mécanisme prévoyant le signalement des transactions suspectes à la banque centrale de Guinée afin que celle-ci puisse les traiter est toutefois en place.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Les autorités guinéennes ne déploient pas les efforts nécessaires pour identifier et protéger de manière adéquate les victimes de la traite des personnes. De plus, le pays compte beaucoup sur les ONG pour fournir des services d'aide aux victimes, mais en raison du manque de financement, l'une des rares ONG restantes a dû fermer ses deux derniers centres d'accueil en 2019. Il n'existe par ailleurs aucun programme de protection des témoins en Guinée. Des campagnes de prévention visant les communautés situées le long des frontières du pays avec le Sénégal et la Sierra Leone ont été menées, mais la coordination sur le terrain fait toutefois défaut, tout comme les professionnels formés en dehors de la capitale, ce qui freine les progrès. De plus, la société civile guinéenne doit solliciter l'aide de bailleurs de fonds étrangers auprès de dirigeants locaux, ce qui introduit un risque de cooptation politique. Il règne de surcroît une atmosphère de dénonciation hostile dans le pays, et les journalistes font fréquemment l'objet d'intimidations. Bien que les délits de presse aient été dépenalisés en Guinée, ce qui constitue un pas en avant de la part des autorités en faveur de la liberté de la presse, les journalistes sont toujours exposés à des menaces d'arrestation et d'incarcération.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.